

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
20 septembre 2023
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-dix-huitième session
Points 31, 61, 69, 71, 83 et 129 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-dix-huitième année

Prévention des conflits armés

Consolidation et pérennisation de la paix

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

Promotion et protection des droits humains

L'état de droit aux niveaux national et international

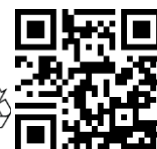
**La responsabilité de protéger et la prévention du génocide,
des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes
contre l'humanité**

**Lettre datée du 20 septembre 2023, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre du Ministre des affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan, Jeyhun Bayramov, concernant les mesures prises pour protéger la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'État, assurer la sécurité et la sûreté des citoyens et rétablir l'ordre constitutionnel dans la région azerbaïdjanaise du Garabagh, en réponse aux provocations armées et aux actes terroristes auxquels se livrent systématiquement les forces armées arméniennes illégalement déployées et présentes sur le territoire souverain de l'Azerbaïdjan (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 31, 61, 69, 71, 83 et 129 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Yashar Aliyev



**Annexe à la lettre datée du 20 septembre 2023 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Lettre datée du 20 septembre 2023, adressée au Secrétaire général
et au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires
étrangères de la République d'Azerbaïdjan**

Je vous écris au sujet, une fois encore, d'une nouvelle tentative de l'Arménie d'exploiter le Conseil de sécurité dans le cadre de sa campagne visant à tromper la communauté internationale.

L'Arménie a une nouvelle fois fait appel au Conseil de sécurité, en violation flagrante des exigences fondamentales de la Charte des Nations Unies concernant le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. L'appel que l'Arménie a lancé au Conseil fait suite aux mesures locales de lutte contre le terrorisme prises par les forces armées de l'Azerbaïdjan sur son territoire souverain, dans le plein respect du droit international, notamment du droit international humanitaire.

Ce nouvel appel inconsidéré et abusif au Conseil est absolument inadmissible, constitue une grave atteinte à l'autorité et à la réputation de cet auguste organe et doit être résolument rejeté.

Ce que l'Arménie tente de présenter à la communauté internationale comme des attaques contre des résidents « pacifiques » de la région azerbaïdjanaise du Garabagh sont en réalité des mesures locales de lutte contre le terrorisme prises par les forces armées de l'Azerbaïdjan, en parfaite conformité avec les droits que lui confère la Charte des Nations Unies de désarmer les formations armées arméniennes illégalement stationnées sur son territoire souverain.

La tentative de l'Arménie d'accuser l'Azerbaïdjan de violer la déclaration trilatérale signée par les dirigeants de l'Azerbaïdjan, de la Fédération de Russie et de l'Arménie le 10 novembre 2020 est tout aussi infondée et fallacieuse.

C'est au contraire l'Arménie qui a ignoré de manière flagrante l'engagement qu'elle a pris dans le texte susmentionné en ce qui concerne le retrait de ses forces du territoire de l'Azerbaïdjan. Tout au long des trois années qui ont suivi la signature de cette déclaration, l'Arménie a maintenu sur le territoire de l'Azerbaïdjan des formations armées comptant plus de 10 000 hommes, équipées d'armes lourdes telles que des chars et autres véhicules blindés, des pièces d'artillerie, des lance-roquettes multiples, des mortiers, des équipements de guerre électromagnétique et d'autres types d'armes offensives.

Ces forces armées illégales ont bénéficié du soutien militaire, technique, logistique et financier direct de l'Arménie (la route de Latchine ayant notamment été utilisée à mauvais escient), dont le dessein est de ranimer le séparatisme sur le territoire souverain de l'Azerbaïdjan aux fins de sa politique revancharde.

Ce déploiement militaire illégal s'est encore intensifié au cours des derniers mois, parallèlement à la campagne mondiale de diffamation menée par l'Arménie contre l'Azerbaïdjan et fondée sur des accusations, fabriquées de toutes pièces, de ce qu'elle qualifie de « blocus » et de « crise humanitaire ».

Cette campagne de diffamation s'est quasiment écroulée le 18 septembre 2023, lorsque la proposition de l'Azerbaïdjan d'ouvrir de multiples itinéraires pour l'acheminement des biens dont ont besoin les résidents arméniens de la région azerbaïdjanaise du Garabagh a fini par se concrétiser. Depuis plusieurs semaines,

l'Azerbaïdjan met en garde contre l'aventure militaire imminente de l'Arménie, dont l'intensification des travaux d'ingénierie militaire et la concentration des forces sont autant de signes.

Ainsi, grâce aux efforts diplomatiques intenses de plusieurs acteurs internationaux, dont les membres du Conseil de sécurité, le Comité international de la Croix-Rouge a finalement simultanément acheminé des biens humanitaires en passant par Aghdam et Latchine, après des semaines de retard artificiel causé par les obstructions illégitimes de l'Arménie et de son régime fantoche subordonné.

N'ayant pas réussi à imposer son récit factice à la communauté internationale au moyen du soi-disant « programme humanitaire », l'Arménie a eu recours à une provocation militaire le lendemain, le 19 septembre 2023, afin de provoquer les représailles de la partie azerbaïdjanaise et de continuer de se livrer au jeu des accusations sans fondement contre l'Azerbaïdjan.

Ainsi, en conséquence de l'explosion de mines placées par un groupe de sabotage arménien sur la route reliant Fuzouli, Ahmadbeyli et Choucha, deux constructeurs de route civils ont tragiquement perdu la vie. Quatre agents de police ont été victimes d'une autre explosion de mine à proximité de la même zone alors qu'ils tentaient d'inspecter le site de l'incident. Ces explosions ont également grièvement blessé six autres agents de police azerbaïdjanais.

Du fait que la zone de l'explosion a régulièrement été utilisée par l'Azerbaïdjan auparavant, les mines ont sans l'ombre d'un doute été récemment posées par le groupe de sabotage arménien qui s'y est infiltré.

En réponse aux actes subversifs des formations armées arméniennes qui ont fait des victimes civiles et militaires, les forces armées de l'Azerbaïdjan ont lancé des mesures antiterroristes locales pour désarmer ces formations armées illégales et neutraliser la menace imminente qui pèse sur la sûreté et la sécurité du personnel civil et militaire azerbaïdjanais.

Les mesures antiterroristes prises par l'Azerbaïdjan visaient exclusivement à neutraliser des cibles militaires légitimes sur le territoire souverain de l'Azerbaïdjan. Elles sont donc en pleine conformité avec le droit souverain de l'Azerbaïdjan à l'autodéfense inscrit dans la Charte des Nations Unies.

L'Azerbaïdjan a agi dans le plein respect des normes du droit humanitaire. Toutes les précautions ont été prises pour éviter que les civils et les infrastructures civiles ne subissent de dommages collatéraux. Toutes les accusations d'attaques délibérées contre des civils par les forces armées de l'Azerbaïdjan sont fausses et sans fondement.

Dès les premières minutes, le Ministère azerbaïdjanais de la défense a fait plusieurs déclarations publiques appelant les civils à se tenir à l'écart des installations militaires.

Les forces armées de l'Azerbaïdjan ont fait preuve d'un professionnalisme exemplaire en utilisant des munitions de haute précision pour neutraliser uniquement les installations militaires illégales, avec pour toile de fond la tentative irréfléchie des formations armées subordonnées à l'Arménie de déployer effrontément du matériel et des installations militaires dans les zones résidentielles.

Comme le montrent clairement plusieurs séquences vidéo, les forces armées de l'Azerbaïdjan se sont délibérément abstenues de viser ces cibles militaires légitimes dans le seul but de ne pas infliger de dommages à des civils.

Les mesures de lutte contre le terrorisme ont démontré l'ampleur de la militarisation illégale de l'Arménie malgré l'engagement que le pays a pris, en signant

la déclaration trilatérale, de cesser toute activité militaire contre l'Azerbaïdjan et de retirer ses forces du territoire internationalement reconnu de l'Azerbaïdjan. En l'espace d'une journée, plus de 90 avant-postes militaires des formations illégales ont été neutralisés, et 20 véhicules de combat, 40 pièces d'artillerie de différents calibres, 30 mortiers, 6 dispositifs électromagnétiques et 2 systèmes de missiles antiaériens ont été neutralisés.

Les mesures de lutte contre le terrorisme prises par l'Azerbaïdjan étaient limitées et proportionnées à la menace posée à sa souveraineté et à son intégrité territoriale, ainsi qu'à la sécurité et au bien-être de ses citoyens.

L'Azerbaïdjan a toujours fait savoir, y compris lors de contacts avec des interlocuteurs internationaux, que dès que l'Arménie et son régime fantoche subordonné sur le territoire de l'Azerbaïdjan accepteraient de déposer les armes et de démanteler leurs structures illégales, les mesures de lutte contre le terrorisme prendraient immédiatement fin.

C'est ce qui s'est passé le 20 septembre 2023, lorsque le commandement du contingent russe de maintien de la paix a confirmé l'acceptation des conditions susmentionnées. En conséquence, les mesures locales de lutte contre le terrorisme ont été suspendues à partir de 13 heures, heure de Bakou.

Il a également été convenu que les questions relatives à la réintégration des résidents d'ascendance arménienne en Azerbaïdjan, y compris leurs droits et leur sécurité dans le cadre de la Constitution de la République d'Azerbaïdjan, seraient discutées directement entre leurs représentants et les autorités centrales de l'Azerbaïdjan. La première réunion sur ces questions est prévue pour le 21 septembre 2023 dans la ville de Yevlakh, en Azerbaïdjan.

Les mesures de lutte contre le terrorisme prises par l'Azerbaïdjan ont permis d'atteindre les objectifs fixés. En substance, cela permettra de garantir le rétablissement de l'état de droit et de l'ordre public dans la zone concernée, de soustraire les résidents civils aux restrictions illégales et illégitimes à la livraison de biens et d'autres services essentiels, ainsi qu'à la liberté de circulation, imposées par la junte criminelle installée par l'Arménie.

Comme elle l'a déclaré à plusieurs reprises, la République d'Azerbaïdjan garantit à tous les résidents civils l'ensemble des droits et libertés consacrés par les mécanismes internationaux pertinents en matière de droits humains.

Le désarmement complet et le retrait de toutes les formations armées illégales, ainsi que la dissolution du régime fantoche illégal, dans les plus brefs délais, sont essentiels pour créer les conditions d'un dialogue constructif entre les représentants du gouvernement central et les habitants arméniens du secteur autour des questions touchant à leur réintégration dans le cadre constitutionnel de l'Azerbaïdjan en tant que citoyens égaux.

L'Azerbaïdjan est déterminé à garantir l'ensemble des droits et des libertés consacrés dans la Constitution de l'Azerbaïdjan et les mécanismes internationaux pertinents en matière de droits humains. Cela inclut les droits des personnes appartenant à des minorités nationales.

Dans ce contexte, il est d'autant plus important que l'ensemble de la communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité, comprenne bien les risques et les menaces associés aux actions destructrices de l'Arménie, et qu'elle résiste avec détermination aux tentatives éhontées de l'Arménie d'exploiter le Conseil pour légitimer ses faits internationalement illicites.

C'est dans cet esprit que l'Azerbaïdjan attend légitimement de la communauté internationale qu'elle envoie des messages adéquats à l'Arménie afin de la persuader de faire marche arrière pour ne pas compromettre la sécurité et la stabilité régionales.

À l'heure où la concrétisation du désarmement et de la démilitarisation des armes sur le terrain commence à s'accompagner d'un dialogue direct entre les résidents arméniens et les autorités centrales de l'Azerbaïdjan, la communauté internationale devrait, pour en assurer la pertinence et l'utilité, procéder à un examen de la situation qui soit à l'aune des réalités existantes.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et de le porter à l'attention des membres de ce dernier.

(Signé) Jeyhun **Bayramov**
